

Festival de théâtre : « Le ciel s'est dégagé »

Après deux ans comme député à la Fédération

Wallonie-Bruxelles,

Charles Gardier fait le bilan. Culture, jeunesse, sport... Tout y passe.

● **Interview : Julie WOLFF**

Vous avez interpellé à de multiples reprises le parlement à propos du Festival de Théâtre de Spa et de l'importance de son maintien. Peut-on dire aujourd'hui que celui-ci est sauvé ?

On ne peut pas vraiment dire cela mais ce dossier du festival et de son redéploiement et sa reprise est en bonne voie. Ce qui m'a vraiment fait réagir, c'est l'avis du conseil d'Art dramatique. Celui-ci remettait en cause carrément l'événement sur des bases et des chiffres qui étaient complètement erronés. Je suis monté au créneau pour faire savoir à quel point ce rapport était fondé sur des inexactitudes. On a été entendu par la ministre de l'époque Joëlle Milquet. Ensuite, il n'en demeure pas moins que le festival de théâtre de Spa est à la croisée des chemins et s'apprête à avoir un nouveau directeur, une nouvelle équipe et un nouveau projet. C'est avis-là est donc arrivé au pire moment. Aujourd'hui, les choses ont été rectifiées. Ce qui est réjouissant, c'est qu'on est passé d'une situation sans issus à une pléthore de candidats. Je pense que ces retours positifs sont dus aussi au soutien de la Ville de Spa et de la nouvelle ministre de la Culture ; Alda Greoli. Elle est un élément très positif dans ce dossier. Elle est originaire de Spa, connaît bien le festival et essaye de mettre les mains dans le cambouis avec sérieux. Il y a une bien-

veillance maintenant autour du Festival de Spa. Le ciel s'est bien dégagé.

Au niveau jeunesse, en quoi les centres jeunes, comme celui de Spa, restent-ils primordiaux ? Parviennent-ils encore à toucher des jeunes dont les préoccupations ont changé ?

C'est un problème qui va bien au-delà de Spa et qu'il faut prendre à l'échelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est un dossier dans lequel je m'implique depuis de nombreuses années, je suis vice-président de la commission Simonis dans laquelle on traite de la jeunesse. Les centres de jeunes, c'est une matière totalement transversale. Toute une série de problématiques que l'on rencontre aujourd'hui, comme la radicalisation, peuvent y trouver des solutions en prévention. Cela dépend évidemment de l'attitude que l'on prend par rapport à ceux que l'on qualifie souvent d'adultes de demain mais qui sont déjà, pour moi, des acteurs de la société d'aujourd'hui. Je pense qu'à l'heure actuelle, il faut davantage lier la culture à la jeunesse mais aussi mutualiser les forces. Beaucoup ne sont pas au courant de ce qui se fait à côté. Il faut travailler ensemble pour toucher un maximum de jeunes. Il est clair que les nouvelles technologies font que les centres de jeunes ont moins de succès. Peut-être devra-t-on plus aller sur le terrain ? Se baser sur des projets spécifiques ? D'ici la fin de la législature en tout cas, j'espère venir avec des propositions abouties.

Vous vous inquiétez aussi du sort des internats. Par manque de place dans les institutions spécialisées, ceux-ci sont amenés à accueillir des enfants aux besoins spécifiques. C'est le cas du Britannique à Spa. À quelles difficultés est-il confronté ?

J'ai des échos qui reviennent du terrain. Les internats ont le sentiment de ne pas être pris en compte. Pourtant, pas mal de jeunes les fréquentent. Ce ne sont pas simplement des dortoirs. Or, depuis quelque temps de plus en plus de jeunes y séjournent alors qu'ils ont besoin d'un encadrement bien supérieur. Les éducateurs et directeurs internes se retrouvent face des problèmes et n'ont pas

les moyens pour agir. Avoir une mixité, c'est bien. Mais il faut tenir compte des besoins. On ne peut pas ne pas s'occuper de ça. Humainement, ce n'est pas acceptable.

Un autre dossier vous tient aussi à cœur : celui de la plateforme verviétoise Entre Parenthèses. Pourquoi ?

Il s'agit d'un service de rencontres familiales qui offre une aide spécialisée aux jeunes qui font l'objet d'une mesure d'éloignement familial. Cette structure est unanimement reconnue mais qui n'est plus subventionnée. C'est bête. Pourtant, même économiquement, Entre Parenthèses est intéressant. Grâce à leur travail, il y a des gens qui ne doivent pas être mis en institution, ce qui coûte beaucoup plus cher. Ce sont des gens qui font un travail en amont validé par les services juridiques, la SAJ, etc. C'est anormal, triste, qu'on n'arrive pas à subsidier cette structure. Je ne comprends pas ce blocage. Pour le moment la situation est stand-by. ■

« Être échevin et député, c'est possible »

Quels seront vos projets, vos dossiers phares pour le reste de la mandature ?

Je vais continuer sur la même voie et tout faire pour arriver à finaliser le dossier « jeunesse ». Je rencontre énormément d'acteurs pour ce faire. Je compte aussi m'impliquer encore plus dans les dossiers culturels. Pour être honnête, après deux ans, je suis toujours en apprentissage. Je reste un jeune député motivé qui a à la chance d'être épaulé par quelqu'un comme Pierre-Yves Jeholet, qui pèse et qui fait rayonner toute la région. J'apprécie aussi le fait de pouvoir fonctionner avec les autres Parlements. Il y a une belle complicité aussi avec Katrin Jadin, au fédéral, Jenny Baltus-Morès, au Parlement wallon et à la Communauté germanophone. Je souhaite aussi travailler sur la pratique des langues en primaire mais aussi sur la dérive qui consiste

à utiliser l'anglais partout. Je ne veux pas défendre la langue française mais la promouvoir. Il ne faut pas la ringardiser ! Certaines radios du service public, subsidiées par la Fédération Wallonie-Bruxelles n'ont que des titres d'émission en anglais. Comme en est-on arrivé là ? Est-ce logique ? Quel message veut-on faire passer ? Que si on ne comprend pas ce qui est dit, on est bête ? Je ne comprends pas. Les diffuseurs de culture doivent conserver une part importante d'espaces dans lesquels on va raconter des choses plus subtilement.

Vous venez de le dire, vous êtes un jeune député. Après deux ans d'exercice, c'est toujours aussi facile d'assumer toutes vos casquettes (d'échevin, de député, d'organisateur des Francos...)?

C'est une question qui me fait sourire. Pour être franc, je me suis posé la question avant de

me lancer comme député. C'est un rôle qui me permet aujourd'hui de mieux travailler en tant qu'échevin. Je dors un peu moins, certes, mais j'y arrive. Il y a vraiment des dossiers sur lesquels je gagne

du temps car ils sont complémentaires. Je vois donc finalement beaucoup d'intérêt à cette forme de rationalisation. Après, je ne suis pas législateur. Celui-ci a prévu que je pouvais être échevin et député. Au départ, je me suis demandé ce qu'allaient penser les électeurs si je laissais mon poste d'échevin. Comment allaient-ils comprendre que, ayant le choix, je privilégie pour mon confort mon poste de député ? Au final, je m'en sors. Ce n'est pas simple mais c'est faisable de jongler avec plusieurs casquettes qui ne sont pas incompatibles. Et je le fais du mieux que je peux. Le jour où je n'en touche plus une, je ferais un choix. ■

IL A DIT AUSSI

Sport Charles Gardier a également soutenu le club de football américain de Verviers, les Mustangs. « *Ce sport est vecteur de vraies valeurs, comme le respect, l'entraide, le fair-play* », note-t-il.

Langue Le député n'est pas peu fier : il vient de déposer sa 1^{re} résolution, avec Jacqueline Galant, sur la pratique des langues en primaire.

Équipe Charles Gardier s'est entouré de deux attachés, Valentin Jaminet et Nicolas Tefnin. « *On est tous les trois novices à la Fédération. C'est rare mais c'est très amusant de vivre ça ensemble. On forme une vraie équipe.* »

Internet « *Mon site va être remanié. Ainsi, je pourrai plus échanger avec le citoyen.* »